

## Dilma Rousseff un an après sa chute : ni remords ni regrets

Destituée en mai 2016, l'ex-présidente du Brésil continue de clamer qu'elle n'a été qu'un bouc émissaire désigné par des politiciens véreux.

M le magazine du Monde | 12.05.2017 à 20h51 • Mis à jour le 12.05.2017 à 20h56 | Par Claire Gatinois (journaliste/claire-gatinois) (Sao Paulo, correspondante)



Dilma Rousseff (ici, le 8 avril 2017), première femme présidente depuis la fin de la dictature militaire, a été limogée à la suite d'accusations de manipulations comptables. Hilary Swift/The New York Times-Redux-REA

Dans sa voix ne pointent ni la rage, ni la tristesse. Seulement ce mélange de sévérité et de détermination. Cette énergie résiliente aujourd'hui tout entière consacrée à [réhabiliter](#) sa mémoire de chef d'État humiliée. Un an après avoir été chassée du pouvoir, l'ex-présidente brésilienne Dilma Rousseff mène une vie tranquille et un brin ennuyeuse quand elle n'est pas invitée à [débattre](#) à New York, Paris, Buenos Aires ou Mexico, pour [expliquer](#) les raisons qui ont, selon elle, mené à ce qu'elle qualifie de « coup d'État ». « L'accueil du public a jusqu'ici toujours été chaleureux », dit-elle. Et la sexagénaire confie [aimer](#) sans réserve [prendre](#) la parole pour [faire avancer](#) « la démocratie ».

### Accusée de « crime de responsabilité »

Un an plus tôt, le 12 mai 2016, l'ancienne guérillera quittait Brasília

([http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2016/05/12/au-bresil-l-avenir-de-dilma-rousseff-suspendu-au-vote-des-senateurs\\_4917729\\_3222.html](http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2016/05/12/au-bresil-l-avenir-de-dilma-rousseff-suspendu-au-vote-des-senateurs_4917729_3222.html)) sous le regard embué de son mentor, Luiz Inácio Lula da Silva (président de 2003 à 2010) et d'une petite foule de sympathisants du Parti des travailleurs (PT, gauche). Le pays était en état de choc. La première femme présidente depuis la fin de la dictature militaire (1964-1985) venait d'être suspendue temporairement de ses fonctions par les parlementaires à la suite d'accusations de manipulations comptables qualifiées de « crime de responsabilité ». Un « prétexte » dirent ses soutiens alors que le scandale de corruption mis au jour par l'opération « Lava Jato » (lavage express) ébranle les caciques de la politique. Sa destitution définitive interviendra quelques mois plus tard, en août, dans une quasi-indifférence post-Jeux olympiques.

Depuis son appartement de Rio de Janeiro, où elle vit quand elle n'est pas auprès de sa famille à Porto Alegre, dans le sud du pays, la dauphine de Lula nous a accordé un entretien téléphonique, samedi 6 mai. Pendant près d'une heure de conversation, l'ancienne guérillera ne prononcera qu'à deux reprises le nom de Michel Temer, son ancien vice-président, élu à ses côtés en 2010 et en 2014, aujourd'hui à la tête de l'État. Un homme souvent qualifié de « traître » et de « comploteur », mais dont elle minimise le rôle dans sa destitution, décrivant un politicien qui n'a pas la carrure d'un meneur. Un pleutre, qui préfère la coulisse à la scène.

**Lire aussi :** [Brésil : comprendre la chute de Dilma Rousseff en 9 épisodes](#) (les-decodeurs/article/2016/05/11/comprendre-la-chute-de-dilma-rousseff-en-8-episodes\_4917663\_4355770.html)

Ultra impopulaire quand a démarré le procès menant à son *impeachment* ( destitution), Dilma Rousseff ne confesse aucun regret, préférant expliquer « la raison fondamentale » de sa chute, réclamée par la rue, par les manigances de politiciens véreux. Des hommes passés à l'attaque, quand « Lava Jato », après avoir ébranlé le PT, a commencé à [atteindre](#) le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), explique-t-elle. « Il fallait se débarrasser de moi "pour contenir l'hémorragie" », raconte-t-elle, évoquant les écoutes datant du mois de mars 2016, rendues publiques après sa destitution. Dans cet enregistrement, on entend le sénateur Romero Juca (PMDB) [suggérer](#) à Sergio Machado, ex-président de Transpetro, filiale du groupe public pétrolier Petrobras, de [modifier](#) le gouvernement fédéral pour « [stopper l'hémorragie](#) » : une référence explicite à l'enquête « Lava Jato » que la présidente aurait laissé avancer un peu trop rapidement à leur goût.

« DILMA  
ROUSSEFF N'A  
PEUT-ÊTRE PAS

Le deuxième combat de Dilma Rousseff, qu'elle promet de mener jusqu'à l'élection présidentielle de 2018, consiste à [condamner](#) l'agenda ultralibéral de l'actuel chef d'État, Michel Temer (PMDB).

(<http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2016/09/01/bresil-michel-temer-machiavel-ou->

COMMIS DE  
CRIME, MAIS ELLE  
A FAIT BEAUCOUP  
D'ERREURS. »  
LUIZ CARLOS  
BRESSER-  
PEREIRA,  
ÉCONOMISTE,  
ANCIEN MINISTRE

[sauveur\\_4990879\\_3222.html](#)) Un programme, dit-elle, dont les électeurs n'ont pas voulu, mais que le PSDB (centre gauche devenu centre droit) allié au PMDB (centre) impose aujourd'hui grâce à l'*impeachment*. Lors de la grève générale du 28 avril, protestant contre la réforme des retraites et du droit du travail, elle a ainsi, d'un discret Tweet, affirmé son soutien aux grévistes.

L'Histoire tend à donner raison à Dilma Rousseff. « La situation est grotesque. On change une présidente au nom de la moralité et on trouve encore pire », observe Luiz Carlos Bresser-Pereira, économiste, ancien du PSDB, plusieurs fois ministre dans les années 1980 et 1990. Les soupçons de corruption atteignent près d'une dizaine de ministres de Michel Temer, [\(idees/article/2017/04/25/la-politique-bresilienne-dans-l-impasse\\_5117131\\_3232.html\)](#) sans épargner

le chef de l'Etat. Pourtant, l'ancienne présidente peine à incarner le rôle de martyr. « Dilma Rousseff n'a peut-être pas commis de crime, mais elle a fait beaucoup d'erreurs », explique M. Bresser-Pereira, auteur d'un manifeste offrant des solutions pour redresser l'économie du pays. Des erreurs de tactique politique et de gestion économique qui ont obligé l'ex-présidente à trahir ses promesses de campagne au point qu'une partie des sympathisants du PT en est venue à la haïr.



Un panneau « Fora Temer » (dégage Temer !) tenu par un enseignant lors des manifestations du 1er mai 2017 à Sao Paulo. Le président Michel Temer n'échappe pas aux soupçons de corruption qui gangrènent la vie politique brésilienne. Reuters/Nacho Doce

Aujourd'hui, les militants de gauche crient « *Fora Temer !* » (dégage Temer !) mais aucun ne scande « *Volta Dilma !* » (Dilma revient !), préférant à celle qui s'était auto-revendiquée « la mère du peuple brésilien », son mentor, Lula. Le « père des pauvres » reste à ce jour la figure du PT, et est donné favori pour le scrutin présidentiel de 2018.

Fidèle, reconnaissante, elle était aux côtés de son pygmalion, le 10 mai, lorsque Lula, accusé de corruption, affrontait le juge Sergio Moro pour faire sa déposition hautement médiatisée à Curitiba. Échaudée, meurtrie et lasse, Dilma, elle, refuse de se projeter, pour le moment, dans une seconde carrière politique. Et personne ne semble l'y encourager.